



PACTUM

Catalogue of good practices in the field of Social Political and Behavioural Sciences

Programme Erasmus+

**Action clé 2 "Renforcement des capacités de
l'enseignement supérieur".**

**Convention de subvention: 618888-EPP-1-2020-1-IT-
EPPKA2-CBHE-JP**



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Disclaimer: The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Informations sur le projet

Acronyme	PACTUM
Nom du projet	Projecting Academic Capacities with Tunisian Universities through Master courses
Projet No	618888-EPP-1-2020-1-IT-EPPKA2-CBHE-JP
Programme	EPPKA2 - Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques
Action	CBHE-JP - Renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur - Projets conjoints
Coordinateur	Université de Siene
Date de début du projet	15/01/2021
Durée du projet	36 mois

À propos du projet PACTUM

PACTUM est un projet de renforcement des capacités visant à développer un programme de haute qualité, multidisciplinaire et stimulant en sciences sociales, politiques et comportementales. Le pays cible de ce projet est la Tunisie, un partenaire clé pour les institutions d'enseignement supérieur de l'Union européenne. Les universités tunisiennes ont récemment subi une transformation remarquable, liée et complémentaire aux processus de modernisation et de démocratisation du système politique. La coopération universitaire dans un domaine délicat et en évolution rapide comme celui des sciences sociales - et en particulier les disciplines qui sont au cœur de la formation des futures classes dirigeantes et des hauts fonctionnaires - est un test crucial pour la coopération future entre les EES tunisiens et les EES européens qui s'engagent dans des activités de renforcement des capacités.

Le projet PACTUM vise à partager les meilleures pratiques et connaissances dans le domaine des sciences sociales, avec un accent particulier sur la modernisation, la durabilité et l'internationalisation du système d'enseignement supérieur en Tunisie. Les objectifs du projet





convergent vers le besoin crucial de stimuler l'impact positif sur les étudiants et l'enrichissement mutuel entre les universitaires européens et tunisiens.

Les principaux résultats de PACTUM seront un programme de master intégré et une série de cinq écoles d'été consacrées à la durabilité, à la bonne gouvernance et à l'administration publique, aux théories démocratiques et à la participation dans la région méditerranéenne. Toutes ces activités se dérouleront dans cinq universités tunisiennes et impliqueront trois universités européennes (Université de Sienne, Université de Montpellier, Université de Grenade et UNIMED).

En savoir plus: <https://pactum-project.eu/>

Partenaires du projet

- Université de Sienne, Italie (coordinateur)
- Université de Carthage, Tunisie
- Université de Sfax, Tunisie
- Université de Sousse, Tunisie
- Université de Tunis El Manar, Tunisie
- Université de Kairouan, Tunisie
- Université de Grenade, Espagne
- UNIMED - Union des Universités de la Méditerranée, Italie
- Université de Montpellier, France
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Tunisie



Informations sur le document

Titre	Projecting Academic Capacities with Tunisian Universities through Master courses
Numéro du projet	618888-EPP-1-2020-1-IT-EPPKA2-CBHE-JP
Livrable	D1.2 Catalogue de bonnes pratiques dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales
Lot de travail	WP1 Mise à jour de l'analyse des besoins
Date du livrable	30/09/2021
Statut de confidentialité	Publique
Auteur (Institution partenaire)	UNIMED, Mediterranean Universities
Auteur(s) responsable(s)	Eugenio Platania
Contributeur(s)	Silvia Marchionne Federica De Giorgi Paola Romano
Résumé (pour diffusion)	Le catalogue de bonnes pratiques D1.2 a pour objectif de collecter et de diffuser les "bons exemples" dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales qui peuvent être utilisés comme référence pour les développements futurs des établissements d'enseignement supérieur et pour la réalisation des objectifs du projet PACTUM.



Table of Contents

Introduction	6
1. Note méthodologique	7
1.1 Instruments de recherche	7
2. Bonnes pratiques	8
• Initiatives des établissements d'enseignement supérieur	9
Demos Rights - Master en gouvernance démocratique et droits de l'homme	9
Master arabe en démocratie et droits de l'homme, ARMA	11
• Initiatives de la société civile	13
Gouvernance locale et démocratie participative	13
Chnowa Barnemjeck	15
Bonne gouvernance et lutte contre la corruption en Tunisie	17
Boîte à outils : J'aime, je partage, je change : Les jeunes, la politique et la sphère numérique	19
Académie Génération A'venir	21
Conclusion	23

Remerciements

Cette recherche a été menée par UNIMED, l'Union des Universités de la Méditerranée, dans le cadre du Work Package 1 du projet PACTUM, afin de réaliser une analyse actualisée des besoins du système d'enseignement supérieur tunisien, avec un accent particulier sur le système d'enseignement tunisien dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales. Nous remercions tout particulièrement tous les collègues directement et indirectement impliqués qui ont grandement contribué à la recherche. Nous remercions tous les partenaires universitaires tunisiens du projet et les partenaires européens, en particulier le coordinateur du projet PACTUM, l'Université de Sienne, pour nous avoir fourni des sources, de l'aide et des contributions, et pour les commentaires et les apports qui ont grandement amélioré le processus de recherche et les résultats de la recherche.

Ce document, suite aux remarques de la Commission Européenne transmises lors de l'envoi de l'évaluation du rapport intérimaire a été refait.

Toute erreur dans les données et les statistiques présentées dans ce rapport relève de la seule responsabilité de l'équipe de recherche d'UNIMED et ne représente que le point de vue d'UNIMED





Introduction

La première étape du projet consiste à réaliser une analyse actualisée des besoins du système tunisien d'enseignement supérieur dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales. Cette analyse a été réalisée grâce à une recherche documentaire complète visant à identifier les cadres de gouvernance existants et grâce au développement d'une analyse personnalisée des dimensions clés avec le soutien et la collaboration des universités tunisiennes, qu'elles soient partenaires ou non du projet Pactum. L'étude vise à identifier la situation actuelle des universités impliquées dans le projet et permet d'identifier les besoins spécifiques dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales. Couvrant un certain nombre de dimensions liées au système d'enseignement tunisien dans ce domaine, l'étude vise également à délimiter les lacunes et les priorités dans des domaines tels que les sciences sociales, en fixant plusieurs objectifs à atteindre. L'analyse est basée sur une combinaison de recherches documentaires, d'une évaluation réalisée à l'aide d'une série de questionnaires et d'un groupe de discussion.

L'étude a été réalisée à partir d'une recherche documentaire, consistant à examiner la littérature pertinente et à recueillir l'expertise antérieure afin de développer une connaissance de base et de normaliser la compréhension des concepts et des terminologies liés à la gouvernance de l'enseignement supérieur au sein des institutions du consortium. Sur la base des résultats de la recherche documentaire, le rapport a été alimenté par les données d'une enquête et les résultats des groupes de discussion. Les résultats ont été élaborés par le responsable du WP1, UNIMED, avec la coopération du coordinateur du projet. Tous les autres partenaires ont contribué à l'analyse en fournissant des informations clés aux chercheurs et en aidant l'UNIMED à comprendre pleinement les principales caractéristiques du système d'enseignement supérieur tunisien.

Il s'agit donc d'un catalogue de bonnes pratiques rassemblées en tant que "bons exemples" dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales, qui peuvent être utilisées comme référence pour les développements futurs des établissements d'enseignement supérieur et pour la réalisation des objectifs du projet PACTUM. Ce document doit être considéré comme faisant partie du rapport d'analyse des besoins actualisé D1.1..

Structure du Rapport

Le rapport est composé de deux sections principales :

- Note méthodologique
- Catalogue des bonnes pratiques dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales.





La première section présente donc un résumé de la méthodologie de recherche utilisée au cours de l'étude. La deuxième section propose une série de bonnes pratiques en matière d'enseignement liées au domaine des sciences sociales, politiques et comportementales. Ces bonnes pratiques sont le résultat d'une série d'activités de recherche menées par le responsable du WP 1, UNIMED, avec la coopération active des partenaires du projet.

1. • Note méthodologique

L'objectif du catalogue de bonnes pratiques est de collecter et de diffuser les "bons exemples" dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales qui peuvent être utilisés comme référence pour les développements futurs des établissements d'enseignement supérieur et la réalisation des objectifs du projet PACTUM. Le catalogue a été développé en coopération avec les partenaires du projet et vise à rendre visibles certaines bonnes pratiques. En outre, le catalogue sera un moyen de diffusion, de transfert et de mise en œuvre des bonnes pratiques d'un contexte à l'autre.

La création d'un catalogue de bonnes pratiques fait partie d'une analyse plus large de l'état actuel du système d'enseignement tunisien dans le domaine des sciences sociales et politiques. L'objectif global est de fournir au partenariat une image claire du système d'enseignement tunisien dans ces domaines et de souligner les obstacles et les opportunités.

Les exemples contenus dans le catalogue ont pour point commun de couvrir un certain nombre de domaines dans lesquels l'innovation dans le système d'enseignement tunisien a été réalisée. La liste du catalogue n'est en aucun cas exhaustive en ce qui concerne les activités et les méthodes pertinentes dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales.

Les paragraphes suivants expliquent brièvement les outils de recherche utilisés pour collecter les informations nécessaires pour compléter le catalogue des bonnes pratiques.

1.1 Instruments de recherche

Ce rapport, qui s'inscrit dans le cadre du Work Package 1 du projet PACTUM, est le résultat de plus de 6 mois de recherches, de réflexions, de conversations, d'échanges et de rédaction menés par l'équipe UNIMED en étroite collaboration avec le coordinateur du projet, et de la contribution de toutes les Universités tunisiennes du Consortium : Université de Carthage, Université de Sfax, Université de Sousse, Université de Tunis El Manar, Université de Kairouan. La recherche a été structurée en plusieurs étapes, menées simultanément et ultérieurement, toutes encadrées dans une méthodologie complète. Tout d'abord, une recherche documentaire a été effectuée, aboutissant à deux résultats complémentaires mais différents : d'une part, une vue d'ensemble du fonctionnement du système d'enseignement supérieur tunisien, basée sur les sources partagées par le ministère et les universités membres du consortium, en particulier le rapport développé dans le cadre du projet SAGESSE[1]; d'autre part, la définition des concepts de base





relatifs au système d'enseignement tunisien dans le domaine des sciences sociales et politiques, partagés et acceptés par les universités tunisiennes comme référence commune.

[1] SAGESSE Project, Report WP1 - Autonomy, Governance and Quality Assurance in Tunisian Universities: State of the art

Deuxièmement, deux enquêtes ont été envoyées par l'UNIMED à différents groupes de parties prenantes. Une première enquête a été envoyée aux cinq universités tunisiennes membres du consortium. Une seconde enquête a été envoyée aux autres universités publiques tunisiennes qui ne sont pas partenaires du projet PACTUM. L'objectif de ces enquêtes est de rassembler les informations nécessaires à l'élaboration d'une analyse complète de la situation actuelle des sciences sociales, politiques et comportementales en Tunisie. Toutes les enquêtes combinent des approches de recherche quantitatives et qualitatives.

Troisièmement, un Focus Group a été organisé en septembre 2021 sur Zoom, en raison de la pandémie de COVID-19, qui empêche l'organisation d'un focus group en face-à-face. L'objectif de ce groupe de discussion virtuel était de valider l'analyse menée sur les réponses à l'enquête et de discuter conjointement des dimensions des besoins des universités à aborder, améliorer, réviser, et par la suite se concentrer sur au cours de l'action de renforcement des capacités.

Grâce à l'utilisation de ces outils, l'UNIMED a pu identifier les besoins, les faiblesses et les limites des EES tunisiens dans le champ d'action du projet PACTUM, mais aussi les priorités et les forces de chaque université impliquée dans le projet. De plus, les outils nous ont permis d'identifier les dimensions et sous-dimensions de l'enseignement des sciences sociales et politiques qui ont besoin d'être améliorées. Les résultats ont été soigneusement analysés et l'analyse a permis d'intégrer d'autres données lorsque davantage d'informations étaient nécessaires ou, dans le cas de résultats intéressants, ont été explorées de manière plus approfondie

2. Bonnes pratiques

Au cours de l'analyse, l'équipe de recherche a identifié les "pratiques" qui peuvent être développées et prises en considération pour les prochaines activités. Parmi ces pratiques, une sélection a été faite pour identifier des actions inspirantes aux niveaux national et régional, qui peuvent servir de pratiques inspirantes pour les parties prenantes, les dirigeants d'université et, en général, pour tous les acteurs impliqués dans le domaine d'étude.

Parmi toutes les pratiques identifiées, une sélection a été faite afin que les exemples inspirants puissent représenter l'ensemble le plus large possible d'initiatives, abordant la gamme la plus complète des dimensions de l'internationalisation. Les critères de sélection des pratiques sont énumérés et expliqués ci-dessous:



- impactant : capable de générer un changement dans le contexte, en mettant l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité.
- transférable/réplicable : capable d'être transféré ou reproduit dans d'autres contextes/pays/institutions et de générer un impact positif similaire.
- durable : capable de s'appuyer sur les ressources existantes et de survivre dans le temps.
- adaptable : capable de s'adapter à d'autres contextes tout en générant un impact positif.
- innovant : présentant des éléments novateurs par rapport au statu quo.
- valeur ajoutée : capable de s'appuyer sur les processus et les résultats et de les améliorer, et globalement capable de devenir une expérience d'apprentissage pour les autres

Chaque pratique inspirante est décrite et évaluée dans les tableaux suivants :

- **Initiatives des établissements d'enseignement supérieur**

Demos Rights - Master en gouvernance démocratique et droits de l'homme
Coordinateur: Université Moulay Ismail, Morocco
Pays impliqués: Maroc, Liban, Tunisie, Espagne, Pays-Bas, Grèce
Type d'initiative Coopération Nord-Sud



Résumé

Ce projet vise à développer un programme de master multidisciplinaire de deux ans en gouvernance démocratique et droits de l'homme. Il combine des enseignements à distance, en ligne et à temps partiel en présentiel. Le Master a été développé par le consortium international et comprendra des cours théoriques et un apprentissage par projet. Il s'appuie sur l'échange de connaissances et de bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance et des droits de l'homme. Il sera conçu sur la base de la collaboration des systèmes d'enseignement supérieur et de l'échange de connaissances et de bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance et des droits de l'homme. Les étudiants qui suivent ce cursus seront capables de comprendre et d'analyser les théories juridiques et politiques de la gouvernance démocratique et les régimes internationaux et régionaux des droits de l'homme. L'objectif est de préparer les diplômés et les professionnels des pays du sud de la Méditerranée à utiliser les approches théoriques classiques et contemporaines de la bonne gouvernance et de la gouvernance fondée sur les droits de l'homme, les mécanismes d'inspection qui permettent de respecter les droits de l'homme internationaux, la justice transitionnelle et l'utilisation efficace des médias sociaux pour le changement. La mise en œuvre des compétences acquises dans la construction de l'État, l'aide au développement et les organisations non gouvernementales peut conduire à un changement dans la culture de la pensée et de l'action politiques. Les objectifs spécifiques du projet visent à : Soutenir la modernisation et l'internationalisation des études de démocratisation en Tunisie, au Maroc et au Liban à travers le transfert de savoir-faire et la mobilité académique ; Soutenir la Tunisie, le Maroc et le Liban pour répondre aux besoins de leur système d'enseignement supérieur dans le domaine des sciences sociales et comportementales, y compris ceux de la qualité, de la pertinence et de l'équité d'accès, bénéficiant aux universitaires, aux étudiants et aux réfugiés syriens en tant qu'étudiants potentiels ; Contribuer à une coopération plus étroite entre l'UE et nos pays partenaires en promouvant les activités de recherche et le développement d'infrastructures innovantes dans les EES, avec l'implication des universitaires et des étudiants. Enfin, promouvoir la convergence volontaire avec les développements de l'UE en matière d'élaboration de programmes d'études en sciences sociales et comportementales en adaptant les programmes des IES de l'UE aux besoins spécifiques des IES du PC et en formant des universitaires et des tuteurs adéquats

Mots clés

Coopération régionale, Joint Master, Gouvernance, Droits de l'homme

Référence

<https://www.demos-project.eu/>

Critères d'évaluation

Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)

impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
-----------	-----------------------------	---------	-----------	----------	----------------



★★★	★★	★★	★★	★★★	★★★
-----	----	----	----	-----	-----

Master arabe en démocratie et droits de l'homme, ARMA

Coordinateur: Université Saint-Joseph, Liban

Pays concernés : Liban, Palestine, Maroc, Tunisie, Jordanie, Egypte, Italie, Danemark

Type d'initiative

Coopération Sud-Sud

Résumé

Le Master arabe en démocratie et droits de l'homme est un programme unique conçu pour répondre aux besoins des étudiants, des professionnels et des experts qui souhaitent approfondir leurs connaissances et développer leurs compétences dans le domaine de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Créé en 2015, il s'agit du plus jeune des masters régionaux du Campus mondial. Le programme a été coordonné par le Centre interuniversitaire européen lors de ses trois premières éditions, en collaboration avec l'Université Ca' Foscari de Venise. Il a été transféré à Beyrouth en 2017 et est désormais coordonné par l'Université Saint-Joseph. Le Master arabe en démocratie et droits de l'homme est soutenu par un réseau croissant d'universités partenaires de la région : Université Saint-Joseph (Liban), Université de Birzeit (Palestine), Université internationale de Rabat (Maroc), Université de Carthage (Tunisie). Des professeurs de l'Université de Jordanie (Jordanie) et de l'Université du Caire (Égypte) participent également au programme. Le partenariat est également ouvert à des institutions au-delà de la région, telles que le Centre interuniversitaire européen (Italie), l'Institut danois des droits de l'homme et l'Université du Danemark méridional. Le Master arabe en démocratie et droits de l'homme vise à soutenir la prochaine génération d'experts, d'universitaires et de praticiens et à leur donner l'expérience pratique nécessaire pour développer leur carrière professionnelle et leurs activités universitaires. Il offre une mobilité interrégionale, avec un semestre à Beyrouth (Liban) et un autre dans l'une des universités suivantes : Université de Birzeit (Palestine), Université internationale de Rabat (Maroc), Université de Carthage (Tunisie) ou Université de Jordanie (Jordanie).



<p>Mots clés</p> <p>Coopération régionale, Master Conjoint, mobilité régionale, Gouvernance démocratique</p>					
<p>Référence</p> <p>https://arma-isp.usj.edu.lb/</p>					
<p>Critères d'évaluation</p> <p>Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)</p>					
impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★★★	★★	★★	★★	★★★	★★★

- **Initiatives de la société civile**

<p>Gouvernance locale et démocratie participative</p>
<p>Projet de I WATCH</p>
<p>Type d'initiative</p> <p>Renforcement des capacités de gouvernance locale et promotion de la démocratie participative</p>

Résumé

Le projet vise à renforcer les capacités des jeunes et de la société civile au niveau local et à promouvoir leur participation à la vie politique par le biais de l'éducation, de la formation et de mécanismes de responsabilisation.

Le projet a pour objectif de renforcer les capacités des jeunes et de la société civile au niveau local, ce qui peut entraîner des changements significatifs dans la gouvernance locale et la démocratie participative.

La priorité accordée par le projet à l'éducation des jeunes et à la formation à la participation démocratique peut être transférée ou reproduite dans d'autres régions ou pays confrontés à des défis similaires en matière de gouvernance locale et d'engagement civique.

L'accent mis par le projet sur la formation et l'éducation le rend adaptable à différents contextes et communautés, permettant des ajustements basés sur des besoins et des défis spécifiques. Il met l'accent sur l'autonomisation des jeunes, l'éducation aux processus démocratiques et les mécanismes de responsabilisation, ce qui peut entraîner des changements positifs dans la dynamique politique locale.

Mots-clés

Local governance, participatory democracy, youth empowerment, civil society, political education, accountability mechanisms.

Référence

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec Action-Aid et est présenté en détail sur le site web d'I Watch à l'adresse suivante : <https://iwatch.tn/ar/article/81>.

Critères d'évaluation

Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)

impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★	★ ★ ★	★ ★	★ ★ ★



Chnowa Barnemjeck

Financée par Konrad-Adenauer-Stiftung

Type d'initiative

Partenariat public-privé pour la promotion de la démocratie numérique en Tunisie

Résumé

Chnowa Barnemjeck est une initiative visant à faire progresser la démocratie numérique en Tunisie. Cette initiative se concentre sur l'amélioration de l'accès à l'information et l'encouragement de la participation des jeunes citoyens aux processus politiques par le biais de deux plateformes numériques : www.ra9eb.tn et la Boîte à Questions, qui a été relancée. La plateforme www.ra9eb.tn sert de Think & Do Tank numérique pour la jeunesse tunisienne, offrant un suivi en temps réel des promesses électorales et des évaluations politiques. La Boîte à Questions propose des interviews de personnalités politiques et des vidéos éducatives afin de rendre la politique plus compréhensible pour les citoyens tunisiens, en particulier les jeunes.

Le projet vise à promouvoir l'accès à l'information et la participation à la vie politique en Tunisie par le biais de plateformes numériques, ce qui pourrait conduire à des améliorations significatives des processus démocratiques et de l'engagement des citoyens.

Les plateformes numériques créées dans le cadre de ce partenariat peuvent servir de modèles à d'autres régions ou pays cherchant à renforcer la démocratie numérique et la participation politique, ce qui rend l'initiative transférable et reproductible. L'accent mis sur les plateformes numériques indique une approche durable, car ces plateformes peuvent continuer à fonctionner et à évoluer au fil du temps, offrant des possibilités permanentes d'engagement des citoyens et d'accès à l'information politique. L'utilisation d'outils et de plateformes numériques peut être adaptée à différents contextes et pays, ce qui permet une certaine flexibilité dans la mise en œuvre tout en maintenant l'impact positif de la promotion de la démocratie numérique. La création d'un Think & Do Tank numérique pour les questions politiques et technologiques, ainsi que de plateformes interactives pour l'engagement des citoyens comme le Baromètre Politique, représente une approche innovante de la promotion de la démocratie et de la transparence politique. En fournissant des plateformes numériques pour le suivi en temps réel des promesses électorales, des interviews politiques et du contenu éducatif, le projet apporte une valeur ajoutée en augmentant la transparence politique, l'accessibilité et l'implication des citoyens dans le paysage politique tunisien. Plus important encore, le projet est entièrement dirigé et mis en œuvre par des étudiants universitaires.



<p>Mots-clés</p> <p>Tunisie, démocratie numérique, partenariat public-privé, Chnowa Barnemjeck, Konrad-Adenauer-Stiftung, ra9eb.tn, Boîte à Questions, participation politique, engagement des jeunes.</p>					
<p>Référence</p> <p>https://chnowabarnemjek.tn/en</p> <p>https://www.kas.de/fr/web/tunesien/titre-unique/-/content/nouveaux-projets-nouveaux-formats-politique-jeunesse-digitalisation</p>					
<p>Critères d'évaluation</p> <p>Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)</p>					
impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★★★	★★★	★★★	★★★	★★★	★★★

<p>Bonne gouvernance et lutte contre la corruption en Tunisie</p>	
<p>Le projet a été soutenu financièrement par le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni et mis en œuvre par l'OCDE en collaboration avec des homologues tunisiens de 2017 à 2020.</p>	
<p>Type d'initiative</p> <p>Promotion de la bonne gouvernance et mise en œuvre de mesures anti-corruption</p>	

Résumé

Le projet visait à renforcer la relation entre le citoyen et l'État, à améliorer l'efficacité et la transparence de la gouvernance et à créer de l'inclusion et des opportunités pour les groupes marginalisés en Tunisie. Il a mis l'accent sur l'importance de l'intégrité publique en tant que réponse stratégique et durable à la corruption, en soulignant son importance dans les structures politiques, économiques et sociales pour le bien-être et la prospérité des individus et des sociétés.

Le projet avait pour objectif d'améliorer les relations entre les citoyens et l'État, l'efficacité de la gouvernance, la transparence et l'intégration, en s'attaquant à des problèmes cruciaux tels que la corruption et la promotion de l'intégrité publique. Ces efforts peuvent avoir un impact significatif sur la gouvernance et le bien-être de la société. Les stratégies et les approches utilisées dans ce projet pour lutter contre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance peuvent être transférées ou reproduites dans d'autres pays confrontés à des défis similaires, ce qui en fait un modèle précieux pour les efforts de lutte contre la corruption. L'accent mis sur l'intégrité publique en tant que réponse stratégique et durable à la corruption indique un engagement à long terme pour combattre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance, contribuant ainsi au bien-être général et à la prospérité de la société. Les stratégies et les interventions du projet peuvent être adaptées à différents contextes et pays, ce qui permet une certaine flexibilité dans la mise en œuvre tout en maintenant l'accent sur la bonne gouvernance et les mesures anti-corruption..

Mots-clés

Bonne gouvernance, lutte contre la corruption, relations entre le citoyen et l'État, transparence, inclusion, groupes marginalisés, intégrité publique.

Référence

<https://www.oecd.org/mena/governance/anti-corruption-in-tunisia/>

<https://www.oecd.org/mena/governance/good-governance-and-anti-corruption-in-tunisia-highlights-en.pdf>

Critères d'évaluation

Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)

impactant	transférable/réplique	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★★	★★	★★	★★	★★	★★★

Boîte à outils : J'aime, je partage, je change : Les jeunes, la politique et la sphère numérique

Type d'initiative

Élaboration d'une boîte à outils pour promouvoir la participation politique et l'engagement civique des jeunes en ligne

Résumé

La boîte à outils est le résultat de l'expérience et de l'apprentissage recueillis par DRI Tunisie, Al Qatiba et Yaluna Magazine au cours de la mise en œuvre du projet #Y-TeD "Youth Talks e-Democracy", financé par la Fondation Ifa Zivik. Il vise à faciliter la participation politique des jeunes et l'engagement civique en ligne en partageant des expériences et en fournissant des recommandations pratiques pour les organisations de la société civile (OSC), les activistes, les groupes de jeunes formels ou informels, et les créateurs de médias et de contenu.

La boîte à outils vise à encourager la participation politique et l'engagement civique des jeunes en ligne, ce qui peut avoir un impact significatif sur le discours démocratique et l'implication des jeunes dans les questions sociétales.

Les recommandations et stratégies pratiques de la boîte à outils pour promouvoir l'engagement des jeunes à l'aide des médias sociaux peuvent être transférées ou reproduites par les organisations de la société civile, les activistes et les médias dans d'autres contextes ou pays, ce qui la rend précieuse et accessible.

En fournissant des informations, des outils et des méthodologies pour développer des stratégies efficaces dans les médias sociaux, la boîte à outils contribue à des efforts durables pour promouvoir l'engagement des jeunes dans le discours démocratique sur le long terme.

L'accent mis sur des recommandations pratiques et des stratégies flexibles permet d'adapter la boîte à outils à différentes plateformes de médias sociaux et à différents contextes, garantissant ainsi sa pertinence et son efficacité dans divers contextes.

La boîte à outils représente une approche innovante de l'exploitation des médias sociaux pour la participation politique des jeunes, offrant de nouvelles perspectives et stratégies pour créer des campagnes en ligne percutantes et amplifier la voix des jeunes.

Mots-clés

Boîte à outils, engagement des jeunes, participation politique, engagement civique, campagne en ligne, stratégie en matière de médias sociaux, centrée sur les jeunes, recommandations pratiques

Référence

La boîte à outils est développée par DRI Tunisie, Al Qatiba et Yaluna Magazine dans le cadre du projet #Y-TeD "Youth Talks e-Democracy", financé par la Fondation Ifa Zivik..

<https://democracy-reporting.org/en/office/tunisia/publications/toolkit-like-share-change-youth-politics-the-digital-sphere>

<https://democracyreporting.s3.eu-central-1.amazonaws.com/pdf/65f1bc89bdd72.pdf>

Critères d'évaluation

Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)

impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★

Académie Génération A'venir

Friedrich-Ebert-Stiftung

Type d'initiative

Responsabilisation des jeunes et renforcement des capacités par le biais de programmes de formation complets

Résumé

L'Académie Génération A'venir consolide divers projets de formation des jeunes, notamment Génération A'venir, Ecole Politique, Youth For Change, et Tunisian Democracy Lab. Cette initiative vise à doter les jeunes participants de connaissances théoriques, de compétences pratiques et de réseaux leur permettant de s'engager efficacement dans la vie civique, de développer des initiatives locales et de contribuer à un changement social positif en Tunisie.

L'accent mis par l'initiative sur la combinaison des connaissances théoriques avec la mise en œuvre de projets pratiques et l'engagement dans des questions sociétales représente une approche innovante de l'autonomisation des jeunes et de l'éducation civique. En offrant une formation dans divers domaines, notamment la politique, l'économie, les droits de l'homme, le développement durable et la gestion de projet, l'initiative apporte une valeur ajoutée en dotant les jeunes participants des compétences et des connaissances nécessaires à une citoyenneté active et à des rôles de leadership.

Mots-clés

Responsabilisation des jeunes, renforcement des capacités, programmes de formation, engagement politique, participation civique, initiatives locales, changement social, Tunisie.

Référence

<https://tunisia.fes.de/activites/acteurs-progressistes/generation-avenir>

Critères d'évaluation

Valeur de 1 à 3 étoiles (faible/moyen/élevé)

impactant	transférable/répl icable	durable	adaptable	innovant	valeur ajoutée
★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★	★ ★ ★



Conclusion

Les initiatives susmentionnées, qu'elles soient menées par des établissements d'enseignement supérieur ou par la société civile et des organisations, peuvent représenter des applications concrètes de concepts théoriques pouvant être enseignés dans les établissements d'enseignement supérieur. Elles offrent des perspectives et des expériences pratiques qui peuvent compléter les connaissances académiques, ce qui en fait des ressources précieuses pour les étudiants et le personnel qui cherchent à combler le fossé entre la théorie et la pratique.

Les initiatives menées par la société civile interviennent souvent au niveau local, en s'engageant directement auprès des communautés et en s'attaquant à des problèmes sociétaux urgents. Cette approche de terrain favorise une meilleure compréhension des dynamiques locales, des défis sociaux et des stratégies efficaces d'engagement civique et de participation démocratique, qui sont des aspects essentiels des sciences sociales, politiques et comportementales. Ces initiatives d'organisations de la société civile et d'ONG démontrent des approches innovantes et adaptatives à des questions sociales et politiques complexes, en particulier dans le contexte tunisien. Elles font preuve d'agilité, de créativité et de réactivité face à des circonstances changeantes, offrant des leçons précieuses aux établissements d'enseignement supérieur en matière de conception de programmes, de méthodologies de recherche et de stratégies de sensibilisation.

En outre, les résultats de ces initiatives peuvent créer des opportunités d'échange de connaissances, de renforcement des capacités et de co-création de solutions, enrichissant ainsi l'expérience éducative des étudiants et améliorant la pertinence de la recherche et de l'enseignement universitaires.

Ainsi, les initiatives menées par la société civile peuvent également représenter une riche source de "bons exemples" qui peuvent inspirer, informer et servir de base pour des activités futures.

